12ème SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES

## Manille, Philippines, 23 - 28 octobre 2017

Point 14.2 de l’ordre du jour

|  |
| --- |
|  **CMS** |
|  | CONVENTION SURLES ESPÈCESMIGRATRICES | Distribution: GénéraleUNEP/CMS/COP12/Doc.14.224 juillet 2017FrançaisOriginal: Anglais |

## Budget ET Programme DE TRAVAIL 2018-2020

*(Préparé par le Secrétariat)*

Résumé:

Comme le demande la Résolution 11.1. Questions financières et administratives de la Conférence des Parties à sa 11ème session, le Secrétariat a préparé trois scénarios de budget : un scénario de croissance nominale zéro et un scénario de croissance réelle zéro ainsi qu’un troisième scénario pour la période triennale 2018-2020.

En outre, le Secrétariat a élaboré un Programme de travail pour 2018-2020.

Le présent document doit être examiné conjointement avec les documents: UNEP/CMS/COP12/Doc.14.1 sur l’exécution du budget de la CMS pour 2015-2017 et UNEP/CMS/COP12/Doc.14.3 sur la mobilisation de ressources.

**BUDGET ET PROGRAMME DE TRAVAIL 2018-2020**

Contexte

1. Le présent document fait suite au paragraphe 28 de la Résolution 11.1. Questions financières et administratives de la Conférence des Parties (COP) par lequel il a été décidé qu’une proposition de budget triennal doit être fournie par le Secrétariat et mise à la disposition des Parties 90 jours avant la réunion de la COP.
2. La Résolution 11.1 invitait le Secrétariat à préparer une série de scénarios de budget, comprenant au moins un scénario de croissance nominale zéro, un scénario de croissance réelle zéro et, en consultation avec le Sous-Comité des finances et du budget, le cas échéant, un troisième scénario à soumettre à l’examen de la COP12.
3. Pour la préparation des propositions de budget à soumettre à la COP12, le Secrétariat s’est penché sur plusieurs scénarios de budget avec le Sous-Comité des finances et du budget durant la 45ème réunion du Comité permanent en novembre 2016. Le Sous-Comité a recommandé que trois scénarios de budget soient soumis pour examen à la COP12. Au cours de la réunion avec le Sous-Comité des finances et du budget en novembre 2016, le Secrétariat a présenté oralement un nouveau modèle de présentation de budget pour la période triennale 2018-2020 qui est compatible avec « Umoja » le nouveau progiciel de gestion intégré du Secrétariat des Nations Unies.
4. Dans le cadre de la préparation du projet de programme de travail, le Secrétariat a mis au point un nouveau modèle de présentation qui a été révisé et approuvé par le Comité permanent à sa 45ème Réunion.

Avant-projet de budget pour 2018-2020

**Introduction générale**

1. Sur la base du budget 2015-2017 adopté par la COP11 et du Rapport sur l’exécution du budget 2015-2017, la présente proposition comprend trois scénarios différents pour le budget de la période triennale 2018-2020 comme suit:
* Scénario 1: croissance nominale zéro par rapport au budget 2015-2017
* Scénario 2: croissance réelle zéro par rapport au budget 2015-2017
* Scénario 3: augmentation de 4 pour cent par rapport au scénario 2 ci-dessus
1. Des détails du fondement de chaque scénario sont donnés dans les sections suivantes du présent document.
2. Les scénarios inclus dans cette proposition utilisent le nouveau modèle de présentation de budget qui est compatible avec le nouveau progiciel de gestion intégré « Umoja » visant à faciliter l’établissement de rapports simplifiés et cohérents destinés aux organes directeurs tout en répondant aux besoins des Parties.
3. Tous les scénarios intègrent un taux d’inflation de 2 pour cent par an, pour tenir compte de l’impact de l’inflation sur les dépenses de personnel statutaire, telles que les indemnités de poste et autres prestations, ainsi que les augmentations et révisions habituelles de traitement à l’intérieur d’une classe. Le même taux d’inflation de 2 pour cent a été appliqué à tous les autres coûts de fonctionnement tels que les services contractuels, le matériel, les fournitures et les voyages.
4. Les trois scénarios visent à maintenir toute augmentation au strict minimum, tout en accordant une très grande importance à la nécessité de faire en sorte que les ressources soient utilisées de la façon la plus économique et efficace possible. On notera toutefois qu’en raison de l’inflation, les coûts ont augmenté au cours de la dernière période triennale. Pour l’exercice budgétaire 2015-2017, cette augmentation n’a pas été compensée par un accroissement correspondant du budget. Il s’ensuit que si le scénario 1 était choisi, il faudrait procéder à des coupes substantielles, par exemple dans les coûts de fonctionnement dans les services de la COP13 et les réunions des organes directeurs. Si le scénario 2 était choisi, les coûts supplémentaires par rapport au budget 2015-2017 dus à l’inflation seraient couverts. Dans le scénario 3 seulement, une petite augmentation de 4 pour cent est proposée par rapport au scénario 2 pour couvrir les coûts supplémentaires afin que le Secrétariat puisse mener à bien le mandat que lui a confié la COP.

**Éléments clés et aspects concernant l’avant-projet de budget 2018 – 2020**

1. Lors de la rédaction des divers scénarios, il a été tenu compte d’un certain nombre d’éléments et d’aspects. Ils sont résumés dans la section suivante.

***UMOJA et IPSAS***

1. Dans le cadre d’une réforme administrative, le Secrétariat des Nations Unies a présenté et diffusé un nouveau progiciel de gestion intégré appelé «Umoja» visant à simplifier les procédures administratives de l’Organisation des Nations Unies. Du fait qu’il est administré par le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE), le Secrétariat de la CMS utilise ce progiciel depuis juin 2015.
2. Umoja est conçu pour appuyer les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) qui ont été appliquées avec succès par le PNUE en 2014. En conformité avec ces Normes, les Accords multilatéraux sur l’environnement (AME), y compris le Secrétariat de la CMS, ont été invités à tenir dument compte des incidences budgétaires suivantes pour la préparation du projet de budget:
* Initiative institutionnelle (droit de licence Umoja et coût du module sur la prestation des services de santé (GSDM)): bien que les coûts de déploiement d’Umoja aient été initialement absorbés par le Siège de l’ONU et le PNUE au niveau central, les coûts futurs associés aux initiatives institutionnelles, à partir de 2017, seront à la charge des entités utilisatrices sur la base du niveau des dépenses encourues l’année précédente. En 2017, le coût à partager de l’initiative institutionnelle pour l’ensemble de la Famille CMS (Secrétariat de la CMS et tous les Accords tels que AEWA, ASCOBANS et EUROBATS) est estimé à 14.014 US$ sur la base du niveau des dépenses encourues en 2016. Toutefois, le Directeur exécutif du PNUE a annoncé fort généreusement qu’il absorbera les coûts des initiatives institutionnelles de tous les AME, y compris la CMS, pour 2017 du fait qu’aucun fonds n’avait été alloué à cette fin dans les budgets approuvés pour cette année-là. Pour les trois scénarios de budget proposés, l’allocation budgétaire prévue pour les initiatives institutionnelles est incluse dans les coûts de fonctionnement.
* Gestion stricte des liquidités: Umoja applique une gestion stricte des liquidités des contributions provenant des Parties; les fonds doivent être engagés lorsque les contributions sont versées au Fonds d’affectation spéciale comme liquidités disponibles. Il est donc impératif que les Parties versent leurs contributions dès que possible avant que ne commence l’exercice financier en question. Cela s’applique aux engagements liés à la fois aux contributions ordinaires et aux contributions volontaires.
* Exigences en matière de réserve de fonctionnement: compte tenu de la gestion stricte des liquidités, le Comité des commissaires aux comptes de l’ONU a recommandé que tous les AME, y compris le Secrétariat de la CMS, établissent une réserve opérationnelle financée de 15 pour cent pour amortir les flux de trésorerie entrants irréguliers ainsi que les fluctuations des budgets des programmes non prévues, dans les limites fixées par les organes directeurs. S’agissant de la Résolution 11.1 de la CMS Questions financières et administratives, la réserve opérationnelle du Fonds d’affectation spéciale devrait être maintenue à un niveau constant d’au moins 15 pour cent des dépenses annuelles estimées ou 500.000 US$, le plus élevé de ces deux montants étant retenu. Bien que cette réserve affiche actuellement 500.000 US$ pour le Fonds d’affectation spéciale de la CMS, pour qu’elle reste opérationnelle durant l’exercice budgétaire 2018-2020, le Secrétariat a proposé de ne prélever aucune somme sur la réserve du Fonds d’affectation spéciale dans les trois scénarios.

***Coûts salariaux standard***

1. Le rapport sur l’exécution du budget 2015-2017 a montré des dépassements de crédits pour certains postes professionnels dus à des indemnités sous-estimées appliquées à des membres du personnel recrutés au niveau international. Jusqu’ici, les économies réalisées avec d’autres postes ainsi qu’avec quelques postes vacants ont compensé les dépassements de crédits. Toutefois, le Secrétariat n’est pas en mesure de continuer à utiliser le budget 2015-2017 pour les coûts de personnel pour la nouvelle période triennale, compte tenu du fait que tous les postes du Secrétariat devraient être pourvus.
2. Pour assurer une plus grande cohérence parmi tous les AME administrés par le PNUE, la Famille CMS a déjà commencé à introduire dans ses budgets les coûts salariaux standard applicables au Siège à Bonn. À la 6ème session de la Réunion des Parties à l’Accord sur la conservation des oiseaux d’eau migrateurs d’Afrique-Eurasie, les coûts salariaux standard applicables au Siège à Bonn basés sur les coûts réels ont été pris en compte dans le budget proposé pour 2016-2018, qui a été adopté par la MOP.
3. Les coûts salariaux standard applicables au Siège à Bonn indiqués ci-dessous sont basés sur le coût pour chaque catégorie de personnel en 2018-2020, y compris tous les coûts de personnel statutaire tels que les indemnités de poste et d’autres indemnités ainsi que les augmentations et les révisions de traitement. Ces augmentations des coûts résultent des normes, directives et calculs à l’échelle du système des Nations Unies, qui sont promulgués par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et ne sont donc pas discrétionnaires. En outre, les coûts salariaux standard comprennent le coût mensuel de l’assurance maladie après la cessation de service qui est appliqué par le Secrétariat de l’ONU et est en vigueur depuis le 1er janvier 2017, en conformité avec les critères des IPSAS. Les chiffres utilisés pour calculer les coûts de personnel sont indiqués dans le tableau 1 ci-dessous.

**Tableau 1**

**Coûts salariaux standard (en euros)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***Échelon*** | ***2018*** | ***2019*** | ***2020*** |
| D-1 |  213,943  |  218,222  |  222,586  |
| P-5 |  182,144  |  185,787  |  189,503  |
| P-4 |  155,926  |  159,044  |  162,225  |
| P-3 |  130,694  |  133,308  |  135,974  |
| P-2 |  106,642  |  108,775  |  110,950  |
| G-7 |  86,833  |  88,569  |  90,341  |
| G-6 |  76,933  |  78,472  |  80,041  |
| G-5 |  68,106  |  69,468  |  70,858  |
| G-4 |  60,215  |  61,419  |  62,648  |

**Scénarios budgétaires pour 2018- 2020**

1. Pour les différents scénarios décrits ci-dessous, le budget a été ventilé par catégorie comme suit:
* Personnel
* Services contractuels
* Coûts de fonctionnement
* Fournitures
* Matériel
* Voyages
* Dépenses d’appui aux programmes (13 pour cent des frais généraux du PNUE)
1. D’autres détails sont fournis pour chaque scénario à l’Annexe 1. Les chiffres en rouge dans le budget proposé indiquent qu’une augmentation du montant du poste budgétaire est proposée par rapport au scénario précédent. L’Annexe 2 donne un aperçu du barème des contributions annuelles pour les Parties pour la période 2018-2020 avec des contributions annuelles moyennes indicatives selon le budget proposé. Cette annexe indique également, pour comparaison, les contributions ordinaires pour la période 2015-2017 et le barème des quotes-parts de l’ONU.

**Scénario 1: Croissance nominale zéro par rapport au budget 2015 - 2017**

1. Sous le scénario 1, aucune augmentation n’est prévue par rapport au budget approuvé pour la période triennale 2015-2017. S’agissant du personnel du Secrétariat, cette option prévoit la confirmation de tous les postes existant actuellement comme personnel permanent et l’application d’un salaire standard et un taux d’inflation de 2 pour cent appliqué à tous les postes budgétaires. Afin de maintenir le même niveau de budget dans ce scénario, aucun fonds n’a été alloué pour les réunions des organes directeurs. Le Secrétariat devra donc redoubler d’efforts pour mobiliser des ressources extrabudgétaires avant de se lancer dans l’organisation des réunions des organes directeurs tels que le Comité de session du Conseil scientifique et le Comité permanent. Par ailleurs, aucun fonds ne sera alloué pour les services de la COP13, y compris les services d’interprétation et de rédaction des rapports.

|  |
| --- |
| **Coûts totaux par catégorie pour la période 2018-2020 (en euros)** |
| Personnel  |  5 606 860  |
| Services contractuels | 314 970  |
| Coûts de fonctionnement |  367 532  |
| Fournitures |  18 105  |
| Matériel |  32 777  |
| Voyages  |  246 152  |
| Dépenses d’appui aux programmes |  856 232  |
| **Grand total à diviser entre les Parties** |  **7 442 628**  |

**Scénario 2: Croissance réelle zéro**

1. Le scénario 2 est basé sur le scénario 1 avec l’ajout des fonds pour les services de la COP13 et les réunions des organes directeurs. Cela signifie que des ressources sont disponibles pour les services liés à la préparation de la COP13, y compris la traduction, l’interprétation et la rédaction des rapports. En outre, il couvrira les frais de déplacement et de séjour des membres éligibles du Comité de session du Conseil scientifique et du Comité permanent. Il est prévu que les deux Comités se réuniront deux fois durant la période triennale.

|  |
| --- |
| **Coûts totaux par catégorie pour la période 2018-2020 (en euros)** |
| Personnel  |  5 606 860  |
| Services contractuels |  622 043  |
| Coûts de fonctionnement |  367 532  |
| Fournitures |  18 105  |
| Matériel |  32 777  |
| Voyages  |  407 378  |
| Dépenses d’appui aux programmes |  917 110  |
| **Grand total à diviser entre les Parties** |  **7 971 806**  |

**Scénario 3: 4 pour cent d’augmentation par rapport au scénario 2**

1. Le scénario 3 prévoit une légère augmentation de 4 pour cent par rapport au scénario 2. Il conserve tous les éléments figurant déjà dans le scénario 2 avec en plus le reclassement du Poste P-2 actuel d’administrateur associé chargé de l’information, qui est fourni par l’AEWA, à la classe P-3, chargé de superviser l’Unité commune de la gestion de l’information, de la communication et de la sensibilisation, qui a été établie grâce aux synergies créées au sein de la Famille CMS depuis 2015. La différence entre la classe P-2 et P-3 serait de 18 pour cent des coûts de ce poste tandis que les 82 pour cent restants seraient couverts par le budget de l’AEWA. La raison de ce reclassement est que le titulaire de ce poste encadre une équipe de cinq collègues et que le portefeuille a sensiblement augmenté. Étant donné que ce poste n’entraînerait pas de coût supplémentaire pour l’AEWA et créerait des synergies importantes pour la Famille CMS, on s’attend à ce que les Parties à l’AEWA le soutienne.
2. La COP11 a décidé d’établir le poste à temps partiel P-2 d’administrateur associé chargé de l’information. Ce fonctionnaire s’occupe principalement de la maintenance et du développement des sites web (Famille CMS, Journée mondiale des oiseaux migrateurs) et des différentes plateformes en ligne qui ont été créées, par exemple échange d’informations sur un certain thème au sein du Conseil scientifique et dans les médias sociaux. Il s’est avéré que, en raison de la forte demande pour ce type d’expertise, il n’a pas été possible de trouver un candidat adéquat qui travaillerait à temps partiel. Toutefois, un consultant a été engagé pour remédier à cette lacune, ce qui n’est pas une solution durable étant donné que, selon les règles de l’ONU, ce type de consultant ne peut être engagé que pour deux ans au maximum. Le Secrétariat propose donc d’envisager de porter le poste de mi-temps à plein temps afin d’attirer des candidats hautement qualifiés pour remplir ce poste dans les prochaines années.
3. S’agissant des coûts hors personnel sous le Scénario 3, une allocation ponctuelle de 25.000 euros est incluse pour l’Analyse des rapports nationaux fournis par les Parties à la Convention.

|  |
| --- |
| **Coûts totaux par catégorie pour la période 2018-2020 (en euros)** |
| Personnel  |  5 869 723  |
| Services contractuels |  622 043  |
| Coûts de fonctionnement |  367 532  |
| Fournitures  |  18 105  |
| Matériel |  32 777  |
| Voyages  |  407 378  |
| Dépenses d’appui aux programmes |  951 283  |
| **Grand total à diviser entre les Parties** |  **8 268 842**  |

1. La composante dotation en personnel des trois scénarios est calculée sur la base du tableau d’effectifs indicatif pour la période triennale 2015-2017. La COP11 a approuvé 9,195 postes professionnels financés par le budget de base. Avec des scénarios de budget à croissance nominale zéro et à croissance réelle zéro, les postes professionnels financés par le budget de base resteraient les mêmes. Avec le Scénario 3, il est proposé d’augmenter les postes professionnels financés par le budget de base de 0,68 par rapport au tableau d’effectifs de 2015-2017 pour le Secrétariat.

***Dépenses d’appui aux programmes***

1. En application de la Résolution 35/217 de l’Assemblée générale des Nations Unies du 17 décembre 1980, le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE) impose 13 pour cent de frais sur les dépenses de fonds d’affectation spéciale pour administrer le Secrétariat de la Convention. La résolution de l’Assemblée générale vise à faire en sorte que les ressources principales fournies aux organisations des Nations Unies ne soient pas détournées du mandat principal approuvé par leurs organes directeurs pour gérer ou entreprendre des activités extrabudgétaires. Dans le cas du PNUE, conformément à la ligne de conduite établie pour les dépenses d’appui aux programmes, le Directeur exécutif a décidé de reverser une partie des 13 pour cent de frais imposés sur les dépenses de tous les fonds d’affectation de la Famille CMS, pour aider à couvrir les coûts des services d’appui administratif du Secrétariat de la CMS. Ces ressources sont utilisées actuellement pour financer un poste professionnel (Administrateur chargé de la gestion administrative et des finances, P-4) et cinq postes des services généraux (quatre à Bonn, Allemagne, et un à Abou Dhabi, Émirats arabes unis).

Barème des contributions des Parties

1. Les contributions ordinaires des Parties pour chaque scénario de budget sont indiquées à l’Annexe 2. Les contributions ordinaires sont basées sur le barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2016-2018, qui a été adopté par l’Assemblée générale par la Résolution 70/245 du 23 décembre 2016, ajusté pour tenir compte du fait que les États Membres des Nations Unies ne sont pas tous Parties à la Convention.

Réexamen du classement des postes du Secrétariat

1. À partir de la COP9, la COP a demandé au Directeur exécutif du PNUE d’entreprendre un réexamen du classement de tous les postes du Secrétariat. Cette demande a été réitérée à la COP11 par la Résolution 11.1 paragraphe 15. Le réexamen a été confié en 2016 à un consultant indépendant, qui a revu la description initiale des tâches et les a comparées avec les responsabilités actuelles des titulaires des postes. Étant donné que des membres du personnel ont pris leurs fonctions parfois il y a dix ans ou plus, la description de leurs fonctions n’a jamais été modifiée pour refléter les changements advenus dans leurs tâches. Le rapport du consultant figure à l’Annexe 5 du présent document.
2. Sauf pour le poste d’administrateur chargé de l’information P-3 décrit au paragraphe 20, aucun des trois scénarios illustrés plus haut ne propose un changement dans le classement des postes à la CMS. Pour mettre peu à peu en œuvre le résultat de l’exercice de classement dans les années à venir, il faudrait utiliser les opportunités offertes, par exemple, en effectuant des changements structurels dans les limites du budget assigné.

Projet de programme de travail pour 2018-2020

1. Le projet de programme de travail pour 2018-2020 figure à l’Annexe 4.

Annexes

* Budget proposé pour la période triennale 2018-2020 - Scénario 1 – Croissance nominale zéro, Annexe 1 (A)
* Budget proposé pour la période triennale 2018-2020 - Scénario 2 – Croissance réelle zéro, Annexe 1 (B)
* Budget proposé pour la période triennale 2018-2020 - Scenario 3, Annexe 1 (C)
* Barème des contributions au budget pour la période triennale 2018 – 2020, Annexe 2
* Projet de Résolution: Questions financières et administratives, Annexe 3
* Programme de travail proposé pour 2018-2020, Annexe 4
* Rapport sur le reclassement des postes du Secrétariat, Annexe 5

Actions recommandées

1. La Conférence des Parties est invitée à:
2. Adopter le projet de Résolution figurant à l’Annexe 3 du présent document.

**Annexe 1 (a)**

**BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2018 - 2020:**

**SCÉNARIO 1 – CROISSANCE NOMINALE ZÉRO**

(tous les chiffres sont en euros)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Objet de dépense***  | ***2018*** | ***2019*** | ***2020*** | ***Total*** |
| **Coûts de personnel** |  |  |  |  |
| Personnel professionnel  | 1 359 336 | 1 386 523 | 1 414 253 | 4 160 113 |
| Personnel des services généraux | 472 732 | 482 186 | 491 830 | 1 446 747 |
| **Sous-total** | **1 832 068** | **1 868 709** | **1 906 083** | **5 606 860**  |
| **Services contractuels** |  |  |  |  |
| Services contractuels (traductions générales et édition de documents) | 90 168 | 91 971 | 93 811 | 275 950 |
| Services de la COP13 (interprétation, rédaction de rapports, etc.) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Production de materiel d’information | 12 750 | 13 005 | 13 265 | 39 020 |
| **Sous-total** | **102 918** | **104 976** | **107 076** | **314 970** |
| **Coûts de fonctionnement** |  |  |  |  |
| Outils TIC . Développement et maintenance du site web | 6 630 | 6 763 | 6 898 | 20 290 |
| Évolution du personnel (formation, retraites) | 10 200 | 10 404 | 10 612 | 31 216 |
| Services informatiques  | 71 400 | 72 828 | 74 285 | 218 513 |
| Services bureautiques (locations d’imprimantes, hébergements, etc.) | 10 200 | 10 404 | 10 612 | 31 216 |
| Services de communication et courrier | 17 850 | 18 207 | 18 571 | 54 628 |
| Divers | 3 813 | 3 889 | 3 967 | 11 669 |
| **Sous-total** | **120 093** | **122 495** | **124 945** | **367 532** |
| **Fournitures** |  |  |  |  |
| Fournitures de bureau | 5 916 | 6 034 | 6 155 | 18 105 |
| **Sous-total** | **5 916** | **6 034** | **6 155** | **18 105** |
| **Matériel** |  |  |  |  |
| Matériel non durable | 10 710 | 10 924 | 11 143 | 32 777 |
| **Sous-total** | **10 710** | **10 924** | **11 143** | **32 777** |
| **Voyages**  |  |  |  |  |
| Déplacements du personnel | 64 974 | 66 273 | 67 599 | 198 846 |
| Déplacements du personnel - COP13 | 0 | 0 | 47 306 | 47 306 |
| Réunions du Comité permanent | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réunions du Conseil scientifique | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Sous-total** | **64 974** | **66 273** | **114 905** | **246 152** |
| **Total**  | **2 136 678** | **2 179 412** | **2 270 306** | **6 586 397** |
| Dépenses d’appui aux programmes | 277 768 | 283 324 | 295 140 | 856 232 |
| **Grand total**  | **2 414 447** | **2 462 736** | **2 565 446** | **7 442 628** |

**AnnexE 1 (b)**

**BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2018 - 2020:**

**SCÉNARIO 2 – CROISSANCE RÉELLE ZÉRO**

(tous les chiffres sont en euros)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Objet de dépense***  | ***2018***  | ***2019***  | ***2020***  |  ***Total***  |
| **Coûts de personnel** |  |  |  |  |
| Personnel professionnel  | 1 359 336  | 1 386 523  | 1 414 253  | 4 160 113  |
| Personnel des services généraux | 472 732  | 482 186  | 491 830  | 1 446 747  |
| **Sous-total** | **1 832 068**  | **1 868 709**  | **1 906 083**  | **5 606 860**  |
| **Services contractuels** |  |  |  |  |
| Services contractuels (traductions générales et édition de documents) | 90 168  | 91 971  | 93 811  | 275 950  |
| Services de la COP13 (interprétation, rédaction de rapports, etc.) | 0  | 0  | 307 073  | 307 073  |
| Production de matériel d’information | 12 750  | 13 005  | 13 265  | 39 020  |
| **Sous-total** | **102 918**  | **104 976**  | **414 149**  | **622 043**  |
| **Coûts de fonctionnement** |  |  |  |  |
| Outils TIC - Développement et maintenance du site web  | 6 630  | 6 763  | 6 898  | 20 290  |
| Évolution du personnel (formation, retraites) | 10 200  | 10 404  | 10 612  | 31 216  |
| Services informatiques | 71 400  | 72 828  | 74 285  | 218 513  |
| Services bureautiques (locations d’imprimantes, hébergements, etc.) | 10 200  | 10 404  | 10 612  | 31 216  |
| Services de communication et de courrier | 17 850  | 18 207  | 18 571  | 54 628  |
| Divers | 3 813  | 3 889  | 3 967  | 11 669  |
| **Sous-total** | **120 093**  | **122 495**  | **124 945**  | **367 532**  |
| **Fournitures** |  |  |  |  |
| Fournitures de bureau | 5 916  | 6 034  | 6 155  | 18 105  |
| **Sous-total** | **5 916**  | **6 034**  | **6 155**  | **18 105**  |
| **Matériel** |  |  |  |  |
| Matériel non durable | 10 710  | 10 924  | 11 143  | 32 777  |
| **Sous-total** | **10 710**  | **10 924**  | **11 143**  | **32 777**  |
| **Voyages**  |  |  |  |  |
| Déplacements du personnel | 64 974  | 66 273  | 67 599  | 198 846  |
| Déplacements du personnel - COP13 | 0  | 0  | 56 245  | 56 245  |
| Réunions du Comité permanent | 22 965  | 23 425  | 0  | 46 390  |
| Réunions du Conseil scientifique | 52 424  | 53 473  | 0  | 105 897  |
| **Sous-total** | **140 364**  | **143 171**  | **123 844**  | **407 378**  |
| **Total**  | **2 212 068**  | **2 256 309**  | **2 586 318**  | **7 054 696**  |
| Dépenses d’appui au programme | 287 569  | 293 320  | 336 221  | 917 110  |
| **Grand total**  | **2 499 637**  | **2 549 630**  | **2 922 540**  | **7 971 806**  |

**Annexe 1 (c)**

**BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2018 - 2020:**

**SCÉNARIO 3**

(tous les chiffres sont en euros)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Objet de dépense***  | ***2018*** | ***2019*** | ***2020*** | ***Total*** |
| **Coûts de personnel** |  |  |  |  |
| Personnel professionnel  | 1 437 059  | 1 465 800  | 1 495 116  | 4 397 976  |
| Personnel des services généraux | 472 732  | 482 186  | 491 830  | 1 446 747  |
| Consultant – Analyse de rapports nationaux | 0  | 0  | 25 000  | 25 000  |
| **Sous-total** | **1 909 791**  | **1 947 986**  | **2 011 946**  | **5 869 723**  |
| **Services contractuels** |  |  |  |  |
| Services contractuels (traductions générales et édition de documents) | 90 168  | 91 971  | 93 811  | 275 950  |
| Services de la COP13 (interprétation, rédaction de rapports, etc.) | 0  | 0  | 307 073  | 307 073  |
| Production de matériel d’information | 12 750  | 13 005  | 13 265  | 39 020  |
| **Sous-total** | **102 918**  | **104 976**  | **414 149**  | **622 043**  |
| **Coûts de fonctionnement** |  |  |  |  |
| Outils TIC - Développement et maintenance du site web  | 6 630  | 6 763  | 6 898  | 20 290  |
| Évolution du personnel (formation, retraites) | 10 200  | 10 404  | 10 612  | 31 216  |
| Services informatiques | 71 400  | 72 828  | 74 285  | 218 513  |
| Services bureautiques (locations d’imprimantes, hébergements, etc.) | 10 200  | 10 404  | 10 612  | 31 216  |
| Services de communication et de courrier | 17 850  | 18 207  | 18 571  | 54 628  |
| Divers | 3 813  | 3 889  | 3 967  | 11 669  |
| **Sous-total** | **120 093**  | **122 495**  | **124 945**  | **367 532**  |
| **Fournitures** |  |  |  |  |
| Fournitures de bureau | 5 916  | 6 034  | 6 155  | 18 105  |
| **Sous-total** | **5 916**  | **6 034**  | **6 155**  | **18 105**  |
| **Matériel** |  |  |  |  |
| Matériel non durable | 10 710  | 10 924  | 11 143  | 32 777  |
| **Sous-total** | **10 710**  | **10 924**  | **11 143**  | **32 777**  |
| **Voyages**  |  |  |  |  |
| Déplacements du personnel | 64 974  | 66 273  | 67 599  | 198 846  |
| Déplacements du personnel - COP13 | 0  | 0  | 56 245  | 56 245  |
| Réunions du Comité permanent | 22 965  | 23 425  | 0  | 46 390  |
| Réunions du Conseil scientifique | 52 424  | 53 473  | 0  | 105 897  |
| **Sous-total** | **140 364**  | **143 171**  | **123 844**  | **407 378**  |
| **Total**  | **2 289 791**  | **2 335 587**  | **2 692 181**  | **7 317 559**  |
| Dépenses d’appui aux programmes | 297 673  | 303 626  | 349 984  | 951 283  |
| **Grand total**  | **2 587 464**  | **2 639 213**  | **3 042 165**  | **8 268 842**  |

**AnnexE 2**

## BARÈME DES CONTRIBUTIONS AU BUDGET POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2018 – 2020

##  (tous les chiffres sont en euros)

| **N°** | **Partie** | **Barème de l’ONU pour 2017** | **Barème ajusté %** | **Scénario 1 –****Croissance nominale zéro** | **Scénario 2 –****Croissance réelle zéro** | **Scénario 3** | **Barème de l’ONU pour 2014** | **Contributions ordinaires approuvées par la COP11 pour****2015-2017** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|
| **Contributions ordinaires****2018-2020** | **Contribution annuelle moyenne** | **Contributions ordinaires 2018-2020** | **Contribution annuelle moyenne** | **Contributions ordinaires 2018-2020** | **Contribution annuelle moyenne** |
| 1 | Afghanistan \* | 0.006 | 0.0127 | 942 | 314 | 1 009 | 336 | 1 047 | 349 |  | nouvelle Partie |
| 2 | Albanie | 0.008 | 0.0169 | 1 257 | 419 | 1 346 | 449 | 1 396 | 465 | 0.0100 | 1 630 |
| 3 | Algérie | 0.161 | 0.3398 | 25 289 | 8 430 | 27 087 | 9 029 | 28 096 | 9 365 | 0.1370 | 22 305 |
| 4 | Angola | 0.010 | 0.0211 | 1 571 | 524 | 1 682 | 561 | 1 745 | 582 | 0.0100 | 1 630 |
| 5 | Antigua-et-Barbuda | 0.002 | 0.0042 | 314 | 105 | 336 | 112 | 349 | 116 | 0.0020 | 327 |
| 6 | Argentine | 0.892 | 1.8825 | 140 111 | 46 704 | 150 073 | 50 024 | 155 665 | 51 888 | 0.4320 | 70 339 |
| 7 | Arménie | 0.006 | 0.0127 | 942 | 314 | 1 009 | 336 | 1 047 | 349 | 0.0070 | 1 138 |
| 8 | Australie | 2.337 | 4.9322 | 367 085 | 122 362 | 393 185 | 131 062 | 407 835 | 135 945 | 2.0740 | 337 691 |
| 9 | Autriche | 0.720 | 1.5195 | 113 094 | 37 698 | 121 135 | 40 378 | 125 649 | 41 883 | 0.7980 | 129 932 |
| 10 | Bangladesh | 0.010 | 0.0211 | 1 571 | 524 | 1 682 | 561 | 1 745 | 582 | 0.0100 | 1 630 |
| 11 | Biélorussie | 0.056 | 0.1182 | 8 796 | 2 932 | 9 422 | 3 141 | 9 773 | 3 258 | 0.0560 | 9 118 |
| 12 | Belgique | 0.885 | 1.8678 | 139 012 | 46 337 | 148 895 | 49 632 | 154 443 | 51 481 | 0.9980 | 162 493 |
| 13 | Bénin | 0.003 | 0.0063 | 471 | 157 | 505 | 168 | 524 | 175 | 0.0030 | 491 |
| 14 | Bolivie (État plurinational de) | 0.012 | 0.0253 | 1 885 | 628 | 2 019 | 673 | 2 094 | 698 | 0.0090 | 1 466 |
| 15 | Brésil \* | 3.823 | 8.0684 | 600 499 | 200 166 | 643 195 | 214 398 | 667 161 | 222 387 |  | nouvelle Partie |
| 16 | Bulgarie | 0.045 | 0.0950 | 7 068 | 2 356 | 7 571 | 2 524 | 7 853 | 2 618 | 0.0470 | 7 651 |
| 17 | Burkina Faso | 0.004 | 0.0084 | 628 | 209 | 673 | 224 | 698 | 233 | 0.0030 | 491 |
| 18 | Burundi | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 19 | Cap-Vert | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 20 | Cameroun | 0.010 | 0.0211 | 1 571 | 524 | 1 682 | 561 | 1 745 | 582 | 0.0120 | 1 958 |
| 21 | Tchad | 0.005 | 0.0106 | 785 | 262 | 841 | 280 | 873 | 291 | 0.0020 | 327 |
| 22 | Chili | 0.399 | 0.8421 | 62 673 | 20 891 | 67 129 | 22 376 | 69 630 | 23 210 | 0.3340 | 54 383 |
| 23 | Congo | 0.006 | 0.0127 | 942 | 314 | 1 009 | 336 | 1 047 | 349 | 0.0050 | 811 |
| 24 | Îles Cook | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 25 | Costa Rica | 0.047 | 0.0992 | 7 383 | 2 461 | 7 907 | 2 636 | 8 202 | 2 734 | 0.0380 | 6 185 |
| 26 | Côte d’Ivoire | 0.009 | 0.0190 | 1 414 | 471 | 1 514 | 505 | 1 571 | 524 | 0.0110 | 1 794 |
| 27 | Croatie | 0.099 | 0.2089 | 15 550 | 5 183 | 16 656 | 5 552 | 17 277 | 5 759 | 0.1260 | 20 519 |
| 28 | Cuba | 0.065 | 0.1372 | 10 210 | 3 403 | 10 936 | 3 645 | 11 343 | 3 781 | 0.0690 | 11 238 |
| 29 | Chypre | 0.043 | 0.0908 | 6 754 | 2 251 | 7 234 | 2 411 | 7 504 | 2 501 | 0.0470 | 7 651 |
| 30 | République tchèque | 0.344 | 0.7260 | 54 034 | 18 011 | 57 876 | 19 292 | 60 032 | 20 011 | 0.3860 | 62 852 |
| 31 | République dém. du Congo | 0.008 | 0.0169 | 1 257 | 419 | 1 346 | 449 | 1 396 | 465 | 0.0030 | 491 |
| 32 | Danemark | 0.584 | 1.2325 | 91 732 | 30 577 | 98 254 | 32 751 | 101 915 | 33 972 | 0.6750 | 109 905 |
| 33 | Djibouti | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 34 | Équateur | 0.067 | 0.1414 | 10 524 | 3 508 | 11 272 | 3 757 | 11 692 | 3 897 | 0.0440 | 7 167 |
| 35 | Égypte | 0.152 | 0.3208 | 23 875 | 7 958 | 25 573 | 8 524 | 26 526 | 8 842 | 0.1340 | 21 822 |
| 36 | Guinée équatoriale | 0.010 | 0.0211 | 1 571 | 524 | 1 682 | 561 | 1 745 | 582 | 0.0100 | 1 630 |
| 37 | Érythrée | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 38 | Estonie | 0.038 | 0.0802 | 5 969 | 1 990 | 6 393 | 2 131 | 6 631 | 2 210 | 0.0400 | 6 512 |
| 39 | Éthiopie | 0.010 | 0.0211 | 1 571 | 524 | 1 682 | 561 | 1 745 | 582 | 0.0100 | 1 630 |
| 40 | Union européenne |  | 2.5000 | 186 066 | 62 022 | 199 295 | 66 432 | 206 721 | 68 907 |  | 186 063 |
| 41 | Fidji | 0.003 | 0.0063 | 471 | 157 | 505 | 168 | 524 | 175 | 0.0030 | 491 |
| 42 | Finlande | 0.456 | 0.9624 | 71 626 | 23 875 | 76 719 | 25 573 | 79 578 | 26 526 | 0.5190 | 84 502 |
| 43 | France | 4.859 | 10.2548 | 763 229 | 254 410 | 817 495 | 272 498 | 847 955 | 282 652 | 5.5930 | 910 664 |
| 44 | Gabon | 0.017 | 0.0359 | 2 670 | 890 | 2 860 | 953 | 2 967 | 989 | 0.0200 | 3 259 |
| 45 | Gambie | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 46 | Géorgie | 0.008 | 0.0169 | 1 257 | 419 | 1 346 | 449 | 1 396 | 465 | 0.0070 | 1 138 |
| 47 | Allemagne | 6.389 | 13.4839 | 1 003 554 | 334 518 | 1 074 907 | 358 302 | 1 114 959 | 371 653 | 7.1410 | 1 162 713 |
| 48 | Ghana | 0.016 | 0.0338 | 2 513 | 838 | 2 692 | 897 | 2 792 | 931 | 0.0140 | 2 278 |
| 49 | Grèce | 0.471 | 0.9940 | 73 982 | 24 661 | 79 243 | 26 414 | 82 195 | 27 398 | 0.6380 | 103 884 |
| 50 | Guinée | 0.002 | 0.0042 | 314 | 105 | 336 | 112 | 349 | 116 | 0.0010 | 164 |
| 51 | Guinée-Bissau | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 52 | Honduras | 0.008 | 0.0169 | 1 257 | 419 | 1 346 | 449 | 1 396 | 465 | 0.0080 | 1 303 |
| 53 | Hongrie | 0.161 | 0.3398 | 25 289 | 8 430 | 27 087 | 9 029 | 28 096 | 9 365 | 0.2660 | 43 308 |
| 54 | Inde | 0.737 | 1.5554 | 115 764 | 38 588 | 123 995 | 41 332 | 128 616 | 42 872 | 0.6660 | 108 438 |
| 55 | Iran (République islamique d’) | 0.471 | 0.9940 | 73 982 | 24 661 | 79 243 | 26 414 | 82 195 | 27 398 | 0.3560 | 57 963 |
| 56 | Irak \* | 0.129 | 0.2723 | 20 263 | 6 754 | 21 703 | 7 234 | 22 512 | 7 504 |  | nouvelle Partie |
| 57 | Irlande | 0.335 | 0.7070 | 52 620 | 17 540 | 56 362 | 18 787 | 58 462 | 19 487 | 0.4180 | 68 062 |
| 58 | Israël | 0.430 | 0.9075 | 67 542 | 22 514 | 72 345 | 24 115 | 75 040 | 25 013 | 0.3960 | 64 475 |
| 59 | Italie | 3.748 | 7.9101 | 588 718 | 196 239 | 630 576 | 210 192 | 654 072 | 218 024 | 4.4480 | 724 236 |
| 60 | Jordanie | 0.020 | 0.0422 | 3 142 | 1 047 | 3 365 | 1 122 | 3 490 | 1 163 | 0.0220 | 3 580 |
| 61 | Kazakhstan | 0.191 | 0.4031 | 30 001 | 10 000 | 32 134 | 10 711 | 33 332 | 11 111 | 0.1210 | 19 700 |
| 62 | Kenya | 0.018 | 0.0380 | 2 827 | 942 | 3 028 | 1 009 | 3 141 | 1 047 | 0.0130 | 2 114 |
| 63 | Kirghizistan | 0.002 | 0.0042 | 314 | 105 | 336 | 112 | 349 | 116 | 0.0020 | 327 |
| 64 | Lettonie | 0.050 | 0.1055 | 7 854 | 2 618 | 8 412 | 2 804 | 8 726 | 2 909 | 0.0470 | 7 651 |
| 65 | Liberia | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 66 | Libye | 0.125 | 0.2638 | 19 634 | 6 545 | 21 030 | 7 010 | 21 814 | 7 271 | 0.1420 | 23 124 |
| 67 | Liechtenstein | 0.007 | 0.0148 | 1 100 | 367 | 1 178 | 393 | 1 222 | 407 | 0.0090 | 1 466 |
| 68 | Lituanie | 0.072 | 0.1520 | 11 309 | 3 770 | 12 114 | 4 038 | 12 565 | 4 188 | 0.0730 | 11 886 |
| 69 | Luxembourg | 0.064 | 0.1351 | 10 053 | 3 351 | 10 768 | 3 589 | 11 169 | 3 723 | 0.0810 | 13 188 |
| 70 | Madagascar | 0.003 | 0.0063 | 471 | 157 | 505 | 168 | 524 | 175 | 0.0030 | 491 |
| 71 | Mali | 0.003 | 0.0063 | 471 | 157 | 505 | 168 | 524 | 175 | 0.0040 | 655 |
| 72 | Malte | 0.016 | 0.0338 | 2 513 | 838 | 2 692 | 897 | 2 792 | 931 | 0.0160 | 2 604 |
| 73 | Mauritanie | 0.002 | 0.0042 | 314 | 105 | 336 | 112 | 349 | 116 | 0.0020 | 327 |
| 74 | Maurice | 0.012 | 0.0253 | 1 885 | 628 | 2 019 | 673 | 2 094 | 698 | 0.0130 | 2 114 |
| 75 | Monaco | 0.010 | 0.0211 | 1 571 | 524 | 1 682 | 561 | 1 745 | 582 | 0.0120 | 1 958 |
| 76 | Mongolie | 0.005 | 0.0106 | 785 | 262 | 841 | 280 | 873 | 291 | 0.0030 | 491 |
| 77 | Monténégro | 0.004 | 0.0084 | 628 | 209 | 673 | 224 | 698 | 233 | 0.0050 | 811 |
| 78 | Maroc | 0.054 | 0.1140 | 8 482 | 2 827 | 9 085 | 3 028 | 9 424 | 3 141 | 0.0620 | 10 092 |
| 79 | Mozambique | 0.004 | 0.0084 | 628 | 209 | 673 | 224 | 698 | 233 | 0.0030 | 491 |
| 80 | Pays-Bas | 1.482 | 3.1277 | 232 786 | 77 595 | 249 337 | 83 112 | 258 627 | 86 209 | 1.6540 | 269 309 |
| 81 | Nouvelle-Zélande | 0.268 | 0.5656 | 42 096 | 14 032 | 45 089 | 15 030 | 46 769 | 15 590 | 0.2530 | 41 195 |
| 82 | Niger | 0.002 | 0.0042 | 314 | 105 | 336 | 112 | 349 | 116 | 0.0020 | 327 |
| 83 | Nigéria | 0.209 | 0.4411 | 32 829 | 10 943 | 35 163 | 11 721 | 36 473 | 12 158 | 0.0900 | 14 654 |
| 84 | Norvège | 0.849 | 1.7918 | 133 357 | 44 452 | 142 839 | 47 613 | 148 161 | 49 387 | 0.8510 | 138 558 |
| 85 | Pakistan | 0.093 | 0.1963 | 14 608 | 4 869 | 15 647 | 5 216 | 16 230 | 5 410 | 0.0850 | 13 843 |
| 86 | Palaos | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 87 | Panama | 0.034 | 0.0718 | 5 341 | 1 780 | 5 720 | 1 907 | 5 933 | 1 978 | 0.0260 | 4 235 |
| 88 | Paraguay | 0.014 | 0.0295 | 2 199 | 733 | 2 355 | 785 | 2 443 | 814 | 0.0100 | 1 630 |
| 89 | Pérou | 0.136 | 0.2870 | 21 362 | 7 121 | 22 881 | 7 627 | 23 734 | 7 911 | 0.1170 | 19 053 |
| 90 | Philippines | 0.165 | 0.3482 | 25 917 | 8 639 | 27 760 | 9 253 | 28 795 | 9 598 | 0.1540 | 25 074 |
| 91 | Pologne | 0.841 | 1.7749 | 132 100 | 44 033 | 141 493 | 47 164 | 146 765 | 48 922 | 0.9210 | 149 961 |
| 92 | Portugal | 0.392 | 0.8273 | 61 574 | 20 525 | 65 951 | 21 984 | 68 409 | 22 803 | 0.4740 | 77 179 |
| 93 | République de Moldova | 0.004 | 0.0084 | 628 | 209 | 673 | 224 | 698 | 233 | 0.0030 | 491 |
| 94 | Roumanie | 0.184 | 0.3883 | 28 902 | 9 634 | 30 957 | 10 319 | 32 110 | 10 703 | 0.2260 | 36 797 |
| 95 | Rwanda | 0.002 | 0.0042 | 314 | 105 | 336 | 112 | 349 | 116 | 0.0020 | 327 |
| 96 | Samoa | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 97 | Sao-Tomé-et-Principe | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 98 | Arabie saoudite | 1.146 | 2.4186 | 180 008 | 60 003 | 192 807 | 64 269 | 199 991 | 66 664 | 0.8640 | 140 678 |
| 99 | Sénégal | 0.005 | 0.0106 | 785 | 262 | 841 | 280 | 873 | 291 | 0.0060 | 975 |
| 100 | Serbie | 0.032 | 0.0675 | 5 026 | 1 675 | 5 384 | 1 795 | 5 584 | 1 861 | 0.0400 | 6 512 |
| 101 | Seychelles | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 102 | Slovaquie | 0.160 | 0.3377 | 25 132 | 8 377 | 26 919 | 8 973 | 27 922 | 9 307 | 0.1710 | 27 843 |
| 103 | Slovénie | 0.084 | 0.1773 | 13 194 | 4 398 | 14 132 | 4 711 | 14 659 | 4 886 | 0.1000 | 16 285 |
| 104 | Somalie | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 105 | Afrique du Sud | 0.364 | 0.7682 | 57 175 | 19 058 | 61 241 | 20 414 | 63 522 | 21 174 | 0.3720 | 60 568 |
| 106 | Espagne | 2.443 | 5.1559 | 383 735 | 127 912 | 411 019 | 137 006 | 426 334 | 142 111 | 2.9730 | 484 071 |
| 107 | Sri Lanka | 0.031 | 0.0654 | 4 869 | 1 623 | 5 216 | 1 739 | 5 410 | 1 803 | 0.0250 | 4 071 |
| 108 | Swaziland | 0.002 | 0.0042 | 314 | 105 | 336 | 112 | 349 | 116 | 0.0030 | 491 |
| 109 | Suède | 0.956 | 2.0176 | 150 164 | 50 055 | 160 841 | 53 614 | 166 834 | 55 611 | 0.9600 | 156 309 |
| 110 | Suisse | 1.140 | 2.4059 | 179 066 | 59 689 | 191 798 | 63 933 | 198 944 | 66 315 | 1.0470 | 170 472 |
| 111 | République arabe syrienne | 0.024 | 0.0507 | 3 770 | 1 257 | 4 038 | 1 346 | 4 188 | 1 396 | 0.0360 | 5 865 |
| 112 | Tadjikistan | 0.004 | 0.0084 | 628 | 209 | 673 | 224 | 698 | 233 | 0.0030 | 491 |
| 113 | L’ARY de Macédoine | 0.007 | 0.0148 | 1 100 | 367 | 1 178 | 393 | 1 222 | 407 | 0.0080 | 1 303 |
| 114 | Togo | 0.001 | 0.0021 | 157 | 52 | 168 | 56 | 175 | 58 | 0.0010 | 164 |
| 115 | Tunisie | 0.028 | 0.0591 | 4 398 | 1 466 | 4 711 | 1 570 | 4 886 | 1 629 | 0.0360 | 5 865 |
| 116 | Ouganda | 0.009 | 0.0190 | 1 414 | 471 | 1 514 | 505 | 1 571 | 524 | 0.0060 | 975 |
| 117 | Ukraine | 0.103 | 0.2174 | 16 179 | 5 393 | 17 329 | 5 776 | 17 975 | 5 992 | 0.0990 | 16 120 |
| 118 | Émirats arabes unis \* | 0.604 | 1.2747 | 94 873 | 31 624 | 101 619 | 33 873 | 105 405 | 35 135 |  | nouvelle Partie |
| 119 | Royaume-Uni | 4.463 | 9.4191 | 701 027 | 233 676 | 750 871 | 250 290 | 778 849 | 259 616 | 5.1790 | 843 256 |
| 120 | République unie de Tanzanie | 0.010 | 0.0211 | 1 571 | 524 | 1 682 | 561 | 1 745 | 582 | 0.0090 | 1 466 |
| 121 | Uruguay | 0.079 | 0.1667 | 12 409 | 4 136 | 13 291 | 4 430 | 13 786 | 4 595 | 0.0520 | 8 469 |
| 122 | Ouzbékistan | 0.023 | 0.0485 | 3 613 | 1 204 | 3 870 | 1 290 | 4 014 | 1 338 | 0.0150 | 2 441 |
| 123 | Yémen | 0.010 | 0.0211 | 1 571 | 524 | 1 682 | 561 | 1 745 | 582 | 0.0100 | 1 630 |
| 124 | Zimbabwe | 0.004 | 0.0084 | 628 | 209 | 673 | 224 | 698 | 233 | 0.0020 | 327 |
|  | **GRAND TOTAL** | **46.198** | **100.000** | **7 442 628** | **2 480 876** | **7 971 806** | **2 657 269** | **8 268 842** | **2 756 281** |  | 1. **442 630**
 |

\* Pays ayant adhéré à la Convention après le 1er janvier 2015

**AnnexE 3**

PROJET DE RÉSOLUTION

**QUESTIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**

*Rappelant* le paragraphe 4 de l’Article VII de la Convention, qui dispose que:

« La Conférence des Parties établit le règlement financier de la présente Convention, et le soumet à un examen régulier. La Conférence des Parties, à chacune de ses sessions ordinaires, adopte le budget pour l’exercice suivant. Chacune des Parties contribue à ce budget selon un barème qui sera convenu par la Conférence »;

*Sachant* qu’il est important que toutes les Parties soient en mesure de contribuer à la mise en œuvre de la Convention et des activités connexes;

*Prenant note* du nombre croissant de Parties, d’autres pays, ainsi que d’organisations qui participent comme observateurs aux réunions de la Conférence des Parties, et des dépenses supplémentaires qui en résultent pour les Parties;

*Rappelant* la Résolution 10.1 qui demande au Secrétariat d’entreprendre une évaluation de l’échelon des postes du Secrétariat, en tenant compte des conclusions du Groupe de travail sur la structure future de la CMS pour que les Parties à la COP11 puissent décider de l’échelon de ces postes;

*Notant* que le niveau actuel du solde du Fonds d’affectation spéciale et la tendance haussière des soldes en fin d’exercice des arriérés des Parties ne permettent pas de prélever sur le solde du Fonds d’affectation spéciale pour contribuer au financement du budget actuel car cela pourrait avoir une influence défavorable sur les liquidités du Fonds;

*Ayant examiné* le projet de Programme de travail pour 2018-2020 soumis par le Secrétariat;

*Notant* que la Deuxième Réunion des Signataires du Mémorandum d’entente sur la conservation des requins migrateurs (MdE REquins) a décidé que le Secrétariat de la CMS fera office de Secrétariat permanent du MdE Requins;

*La Conférence des Parties à la*

*Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Confirme* que toutes les Parties devraient contribuer au budget adopté à l’échelle convenue par la Conférence des Parties, conformément au paragraphe 4 de l’article VII de la Convention;

2. *Adopte* le budget pour la période 2018-2020 figurant à l’Annexe [ ] de la présente Résolution;

3. *Adopte* l’échelle des contributions des Parties à la Convention, basée sur l’échelle de contribution des Nations Unies, telle qu’énumérée dans l’Annexe [ ] à la présente résolution et *décide* d’appliquer cette échelle de façon proportionnelle aux nouvelles Parties;

4. *Prie* les Parties, tout particulièrement celles qui doivent payer un faible montant de contributions, d’envisager de payer en un seul versement leurs contributions pour la période triennale;

5. *Prie instamment* toutes les Parties de s’acquitter de leurs contributions dès que possible, de préférence avant la fin du mois de mars de l’année à laquelle elles se rapportent et, si les Parties le souhaitent, d’informer le Secrétariat si elles préfèrent recevoir une seule facture couvrant tout la période triennale;

6. *Constate* avec préoccupation qu’un certain nombre de Parties n’ont pas versé leurs contributions au budget principal pour l’année 2014 et les précédentes années, dues le 1er mars de chaque année, ayant un impact défavorable sur la mise en œuvre de la Convention;

7. *Prie instamment* les Parties ayant des arriérés de coopérer avec le Secrétariat pour organiser le paiement de leurs contributions non réglées sans délai;

8. *Décide* d’établir le seuil d’éligibilité pour financer la participation des délégués aux réunions de la Convention à 0,2% sur le barème des quotes-parts des Nations Unies et, en règle générale également, d’exclure d’une telle éligibilité les pays de l’Union Européenne, les pays européens qui ont une forte économie et/ou les pays qui ont des retards de paiement depuis plus trois ans;

9. *Décide* que les représentants des pays dont les arriérés de paiement sont de trois ans ou plus ne devraient pas exercer de fonction au sein des organes de la Convention et devraient se voir refuser le droit de vote; et *prie* le Secrétaire exécutif d’étudier avec ces Parties des approches innovantes pour identifier des financements possibles, afin de régler leurs arriérés avant la prochaine réunion;

10. *Décide* que les résolutions adoptées par la Conférence des Parties mettant en place, entre autres, des organes, des mécanismes ou des activités qui ont des répercussions financières non prévues à l’Annexe I, sont tributaires des fonds disponibles provenant de contributions volontaires;

11. *Encourage* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d’affectation spéciale, pour appuyer les demandes faites par les pays en développement de participer à la Convention et de contribuer à sa mise en œuvre pendant toute la période triennale;

12. *Approuve* le Programme de travail pour 2018-2020 pour aider les Parties à identifier les activités et projets clés en cours qui ne sont pas couverts par le budget de base qu’elles entendent financer;

13. *Encourage* les États qui ne sont pas Parties à la Convention, ainsi que les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non-gouvernementales et d’autres entités, à envisager de verser des contributions au Fonds d’affectation spéciale, ou pour des activités spécifiques;

14. *Décide* que le Secrétaire exécutif, sous réserve de l’approbation du Comité permanent et, dans les cas urgents, avec l’approbation du Président du Comité permanent uniquement, sera habilité à dépenser ou à utiliser des fonds économisés sur l’exécution du budget de base et des fonds provenant de nouvelles Parties à la Convention pour des activités figurant dans le programme de travail chiffré approuvé non couvertes par le budget de base.

15. *Décide* que le Secrétaire exécutif est habilité à prendre des décisions personnelles, selon que de besoin, pour mettre en œuvre les priorités établies par les Parties, conformément au programme de travail, dans la mesure où ces décisions restent dans les limites du budget général;

16. *Encourage* le Secrétaire exécutif, conformément aux règles des Nations Unies, à utiliser les opportunités offertes par les postes vacants pour renforcer les capacités du Secrétariat, dans les limites du budget assigné, y compris en effectuant des changements structurels;

17. *Approuve*:

* 1. le reclassement du poste P-2 à mi-temps (50 pour cent) d’Administrateur associé chargé de l’information à P-2 à plein temps;
	2. la création d’un poste P-3 à temps partiel (18 pour cent) d’Administrateur chargé de programme - gestion de l’information, de la communication et de la sensibilisation.

18. *Invite* les Parties à examiner la possibilité de financer des Jeunes experts associés (JEA) et/ou de fournir gratuitement du personnel ou des experts techniques au Secrétariat, afin d’accroître ses capacités techniques;

19. *Demande* au Sous-Comité des finances et du budget du Comité permanent :

i) de se réunir un jour avant le début de chaque réunion ordinaire du Comité permanent et de mener leurs travaux intersessions par des moyens électroniques ou d’autres moyens;

ii) de travailler avec le Secrétariat pour préparer tous les documents financiers et budgétaires soumis à l’examen du Comité permanent;

iii) de fonctionner dans le cadre du mandat énoncé dans l’Annexe [ ] à la présente résolution;

20 *Confirme* que le Secrétariat de la CMS continuera de fournir des services de secrétariat à l’ASCOBANS et à l’Accord sur les gorilles pendant le prochain exercice triennal et *décide* que le Secrétariat de la CMS fera office de Secrétariat permanent du MdE Requins;

21. *Demande* au Directeur exécutif du PNUE de continuer à intégrer différents aspects du programme de travail de la Convention dans le programme de travail du PNUE et d’envisager, selon qu’il convient, de fournir un appui financier à des activités spécifiques de la CMS dans ce contexte;

22. *Demande* au Directeur exécutif du PNUE de prolonger la durée du Fonds d’affectation spéciale de la Convention jusqu’au 31 décembre 2020;

23. *Approuve* le mandat pour l’administration du Fonds d’affectation spéciale, tel qu’énoncé à l’Annexe [ ] de la présente résolution, pour la période allant de 2018 à 2020;

24. *Décide* que toutes les contributions au Fonds d’affectation spéciale seront réglées en euros;

25. *Demande* au Secrétariat de surveiller attentivement les variations des taux de change et d’ajuster le niveau des dépenses, selon que de besoin; et *décide* que le Secrétariat, en dernier ressort, peut demander au Comité permanent d’effectuer un prélèvement sur le Fonds d’affectation spéciale, à titre exceptionnel;

26. *Décide également* que le fonds de roulement devrait être maintenu à un niveau constant d’au moins 15% des dépenses annuelles estimées ou de 500 000 USD, le plus élevé de ces deux montants étant retenu.

27. *Abroge* la Résolution 11.1, mais les contributions ordinaires des Parties servant à financer le budget 2015-2017 telles qu’établies à l’Annexe II de la Résolution sont conservées.

**AnnexE 3 (A)**

**Budget pour la période triennale 2018-2020**

[À remplir après l’adoption du budget]

**AnnexE 3 (b)**

**Contributions ordinaires pour la Convention durant la période triennale 2018-2020**

## [À remplir après l’adoption du budget]

**AnnexE 3 (c)**

**Mandat du Sous-Comité des finances et du budget**

1. *Composition du Sous-Comité:*

1. Le Sous-Comité des finances et du budget sera composé de membres du Comité permanent, avec un représentant de pays provenant de chacune des régions de la CMS, nommé par la région; et

b) Le Sous-Comité élit un Président parmi ses membres.

2. *Réunions et mode de fonctionnement du Sous-Comité:*

1. Le Sous-Comité se réunira en session close (c.-à-d. que seulement les membres du Sous-Comité, les observateurs provenant de Parties et le Secrétariat pourront assister) un jour avant chaque réunion du Comité permanent; et

b) Les membres du Sous-Comité communiqueront par voie électronique entre les réunions du Comité permanent. À cette fin, le Secrétariat établira un forum sur son site Web qui permettra aux membres de communiquer et d’échanger des documents, qui pourraient être lus par des Parties non membres et qui feront connaître leurs vues à leur représentant régional auprès du Sous-Comité.

3. *Responsabilités des membres du Sous-Comité:*

Les membres du Sous-Comité recueilleront et présenteront les vues de leur région en accomplissant leurs tâches et feront rapport à leur région.

4. *Responsibilités du Sous-Comité:*

Afin de remplir le mandat de la Résolution Conf. 9.14, le Sous-Comité devra:

1. De manière générale, considérer tous les aspects financiers et budgétaires de la Convention et formuler des recommandations à l’adresse du Comité Permanent. Le Sous-Comité devra s’attacher principalement à assurer la solvabilité de la Convention tout en fournissant les services d’appui essentiels pour le fonctionnement efficient et efficace de la Convention;
2. Évaluer le programme de travail du Secrétariat et d’autres documents ayant des incidences budgétaires relativement:
	* + 1. Aux devoirs et responsabilités du Secrétariat énoncés dans le texte de la Convention; et
			2. À l’assurance que les activités entreprises par le Secrétariat au titre du budget approuvé soient en accord avec les Résolutions et Décisions de la Conférence des Parties;
3. Considérer les procédures administratives et d’autres aspects du financement et de la budgétisation de la Convention, et formuler des recommandations visant à ce que les fonds soient utilisés avec plus d’efficacité;
4. Utiliser l’information développée à travers les processus décrits dans les paragraphes a) à c):

i) préparer avec le Secrétariat tous les documents financiers et budgétaires à soumettre à l’examen du Comité Permanent;

ii) en outre développer le modèle de présentation du rapport afin d’assurer que les rapports financiers soient facilement compréhensibles et transparents, et qu’ils permettent de prendre des décisions éclairées par rapport aux résultats financiers de la Convention;

iii) faire des recommandations au Comité Permanent sur tous les documents financiers et budgétaires et les propositions développées à travers ce processus; et

iv) par ailleurs, aider le Comité permanent à donner un aperçu des questions financières et budgétaires, y compris à préparer des documents pour les réunions de la Conférence des Parties;

e) Tous les six mois, le Secrétariat devra envoyer par voie électronique à tous les membres du Comité permanent un rapport qui identifie et explique toute dépense prévue qui dépasse le budget approuvé de plus de 20% pour la totalité des coûts de personnel ou, s’il s’agit de coûts hors personnel, pour chaque activité, avec l’approche proposée pour gérer tout dépassement de coût prévu.

**AnnexE 3 (d)**

**Projet de mandat pour l’administration du Fonds d’affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage**

1. Le Fonds d’affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (auquel il est fait référence ici sous le nom de fonds d’affectation spéciale) devra être pérennisé sur une période de trois ans afin de soutenir financièrement les objectifs de la Convention.

2. La période financière durera trois années calendaires à partir du 1er janvier 2018, se terminera le 31 décembre 2020 et sera sujette à l’approbation de l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement.

3. Le fonds d’affectation spéciale continuera à être administré par le Directeur exécutif du PNUE (Programme des Nations Unies pour l’environnement).

4. L’administration du fonds d’affectation spéciale sera soumise à la régulation et aux règles financières des Nations Unies, à la réglementation du personnel des Nations Unies, ainsi qu’à d’autres politiques ou procédures administratives promulguées par le Secrétaire général des Nations-Unies.

5. Conformément aux règles des Nations Unies, le PNUE déduira des dépenses du Fonds d’affectation spéciale les frais administratifs s’élevant à 13 pourcent des dépenses pesant sur ce fonds pour ce qui est des activités que ce fonds finance.

6. Les ressources financières du fonds d’affectation spéciale pour 2018-2020 proviendront:

1. des contributions faites par les Parties en référence à l’Annexe [ ], y compris les contributions des nouvelles Parties; et
2. d’autres contributions des Parties, ainsi que des subventions des Etats qui ne sont pas des Parties à la Convention, de même qu’en provenance d’autres organisations gouvernementales, intergouvernementales et non-gouvernementales ou d'autres sources.

7. Toutes les contributions au fonds d’affectation spéciale devront être payées en euros. Concernant les contributions des Etats qui deviennent Parties après le début de la période financière, la contribution initiale (au premier jour du troisième mois après dépôt de l’instrument de ratification, son acceptation ou acquisition jusqu’à la fin de la période financière) sera déterminée au prorata des contributions des autres Etats Parties et sera au même niveau que celui qui est appliqué sur l’échelle d’évaluation des Nations Unies – mesure appliquée occasionnellement. Cependant, si la contribution d’une nouvelle Partie déterminée sur cette base devait être supérieure à 22 pourcent du budget, la contribution de cette Partie devra être égale à 22 pourcent du budget de l’année financière au cours de laquelle la Partie a rejoint la Convention (ou au pro rata pour une année incomplète). L’échelle des contributions de toutes les Parties devra alors être revue par le Secrétariat le 1er janvier de l’année suivante. Les contributions devront faire l’objet de versements annuels. Les contributions seront dues les 1er janvier 2018, 2019 et 2020.

8. Les contributions devront être versées sur le compte des Nations Unies sur la base de la facture fournie par le PNUE.

9. Dans l’intérêt des Parties, pour chacune des années de la période financière, le Directeur exécutif du PNUE doit, dès que possible, notifier les Parties à la Convention du montant de leur contribution.

10. Les contributions reçues dans le fonds d’affectation spéciale qui ne sont pas immédiatement destinées à financer des activités doivent être investies à la discrétion des Nations Unies, et tout revenu doit être crédité au fonds d’affectation spéciale.

11. Le fonds d’affectation spéciale sera sujet à audit par le comité des commissaires aux comptes des Nations Unies.

12. Les budgets estimés devant couvrir les revenus et dépenses de chacune des trois années calendaires constituant la période financière, préparés en euros, devront être soumis à la réunion de la conférence des Parties à la Convention.

13. Les estimations pour chacune des années calendaires couvertes par la période financière devront être divisées en sections et objets de dépenses, devront être spécifiées en fonction des lignes de dépenses, devront inclure des références aux programmes de travail auxquels elles sont apparentées et devront être accompagnées de certaines informations comme cela peut être requis par les contributeurs ou en leur nom, ainsi que d’autres informations que le Directeur exécutif du PNUE aura estimées utiles et recommandables. En particulier, les estimations devront aussi être faites par programme de travail pour chacune des années calendaires, les dépenses devant être spécifiées pour chaque programme de façon à ce qu’elles correspondent aux sections, objets de dépenses et lignes budgétaires décrites dans la première phrase du présent paragraphe.

14. Le budget proposé, avec toutes les informations nécessaires, sera transmis par le Secrétariat à toutes les Parties au moins 90 jours avant la date fixée pour l'ouverture de la réunion ordinaire de la conférence des Parties au cours de laquelle il sera examiné.

15. Le budget sera adopté par un vote unanime des Parties présentes et votantes à cette conférence des Parties.

16. Dans l’éventualité où le Directeur exécutif du PNUE estimerait que les ressources pourraient être insuffisantes pour couvrir la totalité de la période financière, le Directeur exécutif devra consulter le Secrétariat, qui devra demander conseil au Comité permanent quant à ses priorités pour les dépenses.

17. On ne peut engager les ressources du fonds d’affectation spéciale que si elles sont couvertes par des revenus suffisants au niveau de la Convention.

18. À la demande du Secrétariat de la Convention, après conseil du Comité permanent, le Directeur exécutif du PNUE doit, de manière compatible avec les règles et la régulation financières des Nations Unies, faire les transferts nécessaires d’une ligne de budget à l'autre. À la fin de la première année calendaire de la période financière, le Directeur exécutif du PNUE peut transférer tout solde restant des dotations à la deuxième année calendaire, à condition que l’ensemble du budget approuvé par les Parties ne soit pas dépassé, sauf consentement spécifique par écrit du Comité permanent.

19. À la fin de chaque année calendaire[[1]](#footnote-1), le Directeur exécutif du PNUE devra soumettre aux Parties, par le biais du Secrétariat du PNUE/CMS, les comptes de fin d’année. Le Directeur exécutif devra aussi soumettre, dès que possible, les comptes audités pour la période financière. Ces comptes devront inclure tous les détails des dépenses réelles comparées aux provisions d’origine pour chaque ligne de budget.

20. Ces rapports financiers, qui doivent être soumis par le Directeur exécutif du PNUE, seront simultanément transmis par le Secrétariat de la Convention aux membres du Comité permanent.

21. Le Secrétariat de la Convention devra fournir au Comité permanent une estimation des dépenses proposées pour l'année à venir, simultanément à, ou dès que possible après, la distribution des comptes et des rapports auxquels il est fait référence dans les paragraphes précédents.

22. Le présent mandat sera en vigueur du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020.

**AnnexE 3 (E)**

**Programme de travail 2018-2020**

[À remplir après l’adoption du budget]

**AnnexE 4**

**Programme de travail proposé pour 2018-2020**

[Sera complété prochainement]

**AnnexE 5**

**Rapport sur le reclassement des postes du Secrétariat**

[Sera complété prochainement]

1. L'année calendaire du 1er janvier au 31 décembre est l’année de l’exercice comptable et financier, mais la clôture officielle des comptes est le 31 mars de l'année suivante. Ainsi, le 31 mars, les comptes de l'exercice précédent doivent être clos, et, ce n’est qu’alors que le Directeur exécutif peut présenter les comptes de l’année civile précédente.. [↑](#footnote-ref-1)